

Conflits religieux en Inde : les chrétiens persécutés

par Hubert HÄNGGI s.j., Zurich*

Depuis l'accession au gouvernement du BJP (Parti populaire indien), les nouvelles concernant des «violences contre les chrétiens» se multiplient : destructions d'églises et d'habitats, perturbations des cérémonies religieuses, attaques contre des écoles catholiques, viols de religieuses et brutalités contre des prêtres. Comment, dans ce pays tolérant qu'est l'Inde, en est-on arrivé là ?

En mars 1998, dans l'Etat du Bihar, peu de temps après la victoire du BJP, on annonçait avec joie : *C'est maintenant le Rāmarajan, le règne de Rāma. Enfin, on observera de nouveau la religion hindoue !* Le règne de Rāma signifie l'âge d'or.

La victoire de la coalition gouvernementale du Sang Parivar a été évidemment préparée de longue date. En 1983 déjà, à Ayodhya (lieu de naissance du dieu Rāma), le jour anniversaire du dieu, on appelait à combattre les musulmans dont la mosquée occupait encore le lieu de la naissance de Rāma.¹ Rāmāraj, le règne de Rāma, était proclamé. Trois ans plus tard, on pouvait entendre de simples paysans des bords du Gange déclarer : *Le devoir de l'Etat est de promouvoir le Hindu-Dharma, la religion hindoue, et l'ordre. Alors tout ira bien dans ce pays.* Ces paysans étaient convaincus que l'Inde allait mal parce que le Hindu-Dharma n'était pas respecté.

Historiquement, la question de la «laïcité» se pose en Inde sur des bases originales. Alors qu'en Occident, la laïcité revendique l'autonomie de l'Etat face à l'Eglise et qu'elle exclut toute religion, en

Inde, face au pluralisme religieux, elle exclut une société «confessionnelle».²

Lecture indienne de la laïcité

En professant sa laïcité face aux minorités, aux musulmans surtout, le Congrès national signifiait que toutes les religions devaient s'engager dans la lutte pour l'indépendance. Au cours de ce combat, aucun politicien ne s'en est jamais pris à quelque autorité religieuse que ce soit, hindoue ou musulmane. Au contraire, tous ont souligné que les hindous et les musulmans étaient libres de confesser et de pratiquer leurs religions respectives, en privé comme en communauté. Des politiciens ont même utilisé des arguments religieux pour mobiliser les masses populaires en faveur de l'indépendance.

Jawaharlal Nehru, président du premier gouvernement après l'indépendance, n'était pas d'accord avec cette vision de la laïcité. En tant qu'humaniste et agnostique, laïc

*L'auteur enseigne l'hindouisme aux Facultés de Munich et à l'Université d'Innsbruck.

signifiait pour lui indifférent face à la religion. L'Etat devait donc être neutre par rapport à la religion. Pour Gandhi, par contre, une politique sans religion était impensable. Pour lui, la religion était à la politique ce que le nez est à la respiration. L'Etat ne devrait cependant pas faire de différences entre les religions. Le laïcisme indifférent et rationaliste de Nehru ne s'imposa pas au laïcisme religieux de Gandhi. Il resta l'apanage du néo-hindouisme de penseurs comme Ramakrishna, Vivekananda et Aurobindo.

Etre laïc signifiait donc, pour les réformateurs hindous, s'engager pour une Inde qui accepte et respecte toutes les religions. Le caractère libéral de l'hindouisme était à leurs yeux la base même d'une laïcité typiquement indienne. Radha Krishnan, philosophe bien connu et président de l'Inde (1988), disait : *La laïcité est compatible avec la vieille tradition religieuse. Elle cherche à former une communauté de croyants, non pas en subordonnant des valeurs à des options partisans, mais en les accordant harmonieusement entre elles.* Et Gajendra Gadghkar (ministre de la justice) : *Ce style de laïcité souscrit à la thèse de la philosophie hindoue qui dit que les religions possèdent des éléments de la vérité, et qu'aucune n'a le monopole de la vérité. L'esprit de tolérance est le fondement de la laïcité.* Le Congrès national indien proposa même aux musulmans de participer au pouvoir.

L'unité brisée

Malgré tout, une grande partie des musulmans cultivés restèrent sceptiques et en 1906, ils fondèrent la Muslim League (Ligue musulmane) pour la défense des intérêts musulmans. Il s'agissait d'un parti religieux, opposé au parti du Congrès. La réaction des hindous ne tarda pas. Des éléments confessionnels commencèrent à s'organiser en marge

du Congrès national. En 1925 fut fondé le Rastriya Svayam Sevak Sang (RSS), une association pour le service de la patrie, qui est aujourd'hui le groupe hindou d'extrême droite le mieux organisé de l'Inde.

Avec la secession du Pakistan (1947), la pensée confessionnelle eu finalement raison de l'unité du sous-continent indien. Cependant, un an plus tard, l'assassinat de Gandhi par l'hindou Nathuram Godse porta un coup terrible au confessionnalisme. Dès lors, les organisations confessionnelles hindoues, comme le RSS, le Hindu Mahasabha (Grande alliance hindoue), le Vishva Hindu Parishad (Congrès mondial hindou), le Janasang (L'Union populaire), le Shiv Sena (Les troupes de Shiva), le Bajrang Dal (La société du dieu Hanuman), etc. travaillèrent à améliorer leur image en parlant de discipline, de générosité, de service social et d'amour à la patrie. Leurs chefs se présentèrent comme des partisans de la laïcité. Ils affirmèrent que l'Hindutva (Hindouisme) ne contredit pas l'Etat laïc, puisque l'hindouisme est une religion ouverte et capable de s'adapter, que Rāma est un héros national et que son règne (Rāmāraj), loin d'exclure les autres religions, les protège toutes.

Il s'en suit pour ces mouvements que la destruction de la mosquée d'Ayodhya, le 6 décembre 1992, n'est pas un geste confessionnel mais patriotique en faveur de l'identité de l'Inde. Cette attaque montre encore avec quelle facilité des propos confessionnels peuvent mobiliser les masses indiennes. Des slogans qui datent de l'époque de l'indépendance deviennent aujourd'hui des propos de salon : *Un peuple, une nation, une culture.* L'Inde est le pays de l'hindouisme ; la communauté religieuse et culturelle de la majorité hindoue conditionne la nation, et vice versa. Cet hindouisme n'a plus rien de commun avec celui, critique et ouvert au dialogue, du Mahatma Gandhi. Les conflits actuels entre majorité et minorités étaient donc prévisibles.



Ayodhya : le dieu Rāma et Sītā, son épouse.

Les récentes attaques contre les chrétiens sont cependant de prime abord inexplicables. Les chrétiens n'ont jamais été impliqués dans la division du pays pour motifs religieux qui a donné naissance au Pakistan. Leur nombre (3%) est d'ailleurs presque insignifiant comparé à celui des musulmans (11%). Il est même à peine perceptible dans les zones d'influence du BJP. En outre, le programme électoral du BJP ne faisait aucune allusion aux chrétiens et des politiciens en vue du BJP envoient leurs enfants dans des écoles chrétiennes. Jusqu'à présent, les agressions concernaient des missionnaires et des institutions isolés, mais jamais les chrétiens en tant que communauté.

Mais les choses sont en train de changer. Au début, le gouvernement BJP et sa coalition n'étaient pas très populaires. Les essais nucléaires, qui ont suscité l'enthousiasme du pays, ont nui à la politique extérieure. Dans le domaine économique, l'énorme augmentation du prix des oignons a symbolisé les faiblesses du système. Le BJP devait donc trouver de nouveaux arguments pour mobiliser les foules. La destruction de la mosquée de Ayodhya a réussi à faire passer les hindous pour les victimes des musulmans qui rentraient dans leurs droits après des siècles d'injustice. Quant aux chrétiens, le Sang Parivar a habilement exploité le thème des *conversions* pour les accuser d'être fauteurs de violences.

Les chrétiens sont ainsi assimilés aux missionnaires et à l'étranger, au point que Praveen Togadia, chef du VHP (Vishva Hindu Pariahad), a affirmé : *La conversion au christianisme équivaut à changer de nationalité... Les conversions menacent l'unité nationale.* On a d'abord reproché aux chrétiens de faire violence aux hindous pour les convertir,

en les trompant par des promesses ; puis, même les conversions opérées sans violence et tout à fait libres ont été présentées comme une agression contre la société hindoue et indienne. Le chef du RSS, Rajendra Sing, a prévenu : *Les musulmans et les chrétiens prendront la culture hindoue si les hindous les traitent comme des indiens*, tandis que Sudarshan, secrétaire général du même mouvement, a dénoncé *l'évangélisation 2000* comme une tentative de construire une église dans chaque village et de donner à chaque hindou une Bible. Il imaginait qu'une armée de missionnaires, dotés des moyens les plus modernes, allait passer à l'action. De leur côté, Giriraj Kishore, secrétaire du VHP, a

écrit : *Aujourd'hui, les chrétiens représentent une menace plus grande que la menace collective des séparatistes musulmans*, et Ashok Singhal, président du VHP, a affirmé que le prix Nobel de l'économie a été attribué à l'Indien Amartya Sen grâce à *un complot des chrétiens dans le but de propager leur religion et d'évincer l'hindouisme*. Pour lui, ce prix Nobel est le fruit de motivations politiques, tout comme l'a été le prix Nobel de la paix de Mère Teresa, qui n'avait rien fait pour la paix. Et de mettre en garde : *Les musulmans et les chrétiens ne toléreront pas qu'une autre religion survive*. Il a même prétendu que des organisations terroristes comme les Naxalites au Bihar, au Andra Pradesh, au Madhya Pradesh et au Gujarat sont les milices privées des chrétiens.

Même si tous les hindous ne croient pas à ces sornettes, elles finissent par former une image qui mobilise les masses et donne l'impression que les chrétiens sont les premiers responsables des persécutions qui les touchent.

Politiciens impliqués ou ambigus

L'article 25 de la Constitution de l'Inde dit : *Dans le cadre de l'ordre public, de la morale, de la santé et des dispositions de ce paragraphe, toutes les personnes jouissent, à égalité, de la liberté de conscience, du droit de confesser, de pratiquer et de propager librement la religion*. Si le droit pénal exclut les moyens immoraux comme l'usage de la violence, d'autres techniques ne sont pas si clairement interdites, telles la séduction ou les fausses promesses. De fait, la plupart des religions assurent à leurs croyants la protection de Dieu, et de nombreux gourous hindous promettent même des guérisons ou d'autres bienfaits. Les adeptes de certaines sectes jouissent d'avantages sur le marché du travail ou obtiennent des crédits. Personne ne

conteste que certaines conversions font l'objet de pratiques ambiguës, mais elles ne sont pas le monopole d'un groupe religieux, et surtout pas des chrétiens.

Après les terribles événements des tribus du Dangs, dans le Gujarat, à Noël 1998, le ministre président Atal Behari Bajpae s'est rendu sur place. Plutôt que de condamner les violences contre les chrétiens, comme on aurait pu s'y attendre, il a déclaré : *La racine de la violence dans le Dangs est le problème des conversions*. Et il a proposé un débat parlementaire sur les conversions. Tout en sanctionnant les reconversions de chrétiens à l'hindouisme, opérées par des moyens plus que douteux par des groupes d'hindous fondamentalistes, il a ajouté : *Aussi longtemps qu'il y aura des conversions au christianisme, il y aura des reconversions à l'hindouisme*. Face aux vigoureuses protestations dans tout le pays, Bajpae a tenté une échappatoire : il a déclaré qu'il n'avait pas eu l'intention de changer la constitution indienne mais seulement de susciter une discussion. Reste que la question est posée : pourquoi le ministre président n'a-t-il pas plutôt suscité une discussion sur les nombreuses discriminations et vexations dont sont victimes des groupes entiers de populations, comme dans le Gujarat où 600 ouvriers agricoles dalits sont devenus chrétiens *pour mettre fin au boycott social et économique mené par les propriétaires agraires des hautes castes, et protester contre le gouvernement qui ne les a pas protégés* ?

L'opposition parlementaire, conduite par le Congrès sous la direction de Sonya Gandhi, n'a rien entrepris contre les agressions envers les chrétiens. Un des buts - non le principal - de la campagne contre les chrétiens vise précisément la présidente du Congrès. On raconte que les conversions ont augmenté depuis qu'elle est présidente du parti et surtout depuis que Rajiv Gandhi est devenu secrètement chrétien, en Italie, avant son mariage avec Sonya.

Le 12 janvier 1998, Sonya a fait l'éloge du célèbre gourou hindou Swami Vivekananda et a accusé le BJP et le Sang Parivar de trahir l'héritage hindou de tolérance et d'harmonie entre les diverses religions. La présidence du Congrès a publié un document qui proclame : *L'Inde est un Etat laïc, en premier parce que l'hindouisme, en tant que philosophie et pratique de vie, est fondé sur ce que les anciens enseignaient : la vérité est unique et les êtres la recherchent par diverses voies.* Le texte affirme aussi explicitement que l'hindouisme est le garant le plus efficace de la laïcité et que les attaques contre les minorités constituent une sérieuse atteinte aux valeurs fondamentales de l'hindouisme. Alors, pourquoi avoir peur d'un Etat hindou ? En fin de compte, pour le parti du Congrès comme pour le BJP au gouvernement, l'essentiel est de gagner les voix de la majorité hindoue, qui représente plus du 80% de la population. C'est la question qui préoccupe les leaders politiques. Quant à la foi, qu'elle soit hindoue, musulmane ou chrétienne, elle ne joue, finalement, pas un grand rôle pour eux.

Réagir par le dialogue

La réaction face aux persécutions dont sont victimes les chrétiens ne peut donc pas venir des politiciens ou des partis. Le problème ne touche pas seulement les chrétiens ou les minorités, il concerne tous les Indiens. Ceux qui ont compris que les attaques contre les chrétiens ou les musulmans servent à détourner l'attention des vrais problèmes du pays, tels le chômage, la diminution de la qualité de vie et l'insécurité, doivent unir leurs forces et s'engager pour les valeurs démocratiques et laïques. La contribution des chrétiens dans le domaine de l'éducation et de la formation est bien connue et appréciée. C'est moins le cas pour l'engagement social des Eglises en

faveur des opprimés, des femmes, des membres des tribus et des démunis. Ceux qui détiennent le pouvoir en ont peur et tentent de combattre indirectement - sur le terrain religieux - les mouvements de libération. Les chrétiens ne doivent certainement pas se laisser intimider.

Ils doivent aussi travailler à dissiper les malentendus et rendre publics certains faits : que le nombre des chrétiens n'a pas augmenté mais plutôt diminué, passant de 2,6% à 2,3% entre 1971 et 1991 ; qu'il ne reste presque plus de missionnaires étrangers et que ceux qui sont encore là sont vieux. Ils doivent mieux expliquer ce qu'est un missionnaire, ce que signifie une conversion. D'une façon générale, les chrétiens sont trop repliés sur eux-mêmes et peu actifs en politique. Il y a, certes, des chrétiens excellents et doués parmi les scientifiques, les juristes, les médecins, etc., mais presque pas de politiciens.

Bien que le mot soit un peu usé, c'est le dialogue qui doit caractériser la tâche des chrétiens en Inde. Dialogue de la vie, de la collaboration, de l'expérience religieuse, de l'échange théologique. Dans ce dialogue, l'essentiel est d'insister plus sur les différences que sur les ressemblances. En d'autres termes, il s'agit de prendre l'autre au sérieux dans son altérité, dans ce qui fait sa différence. La tolérance est à ce prix. Sans elle la vie en commun n'est plus possible.

H. H.

(traduction : P. Emonet)

¹ Les éditions Gallimard viennent de publier, dans la collection de la Pléiade, une nouvelle traduction française de l'épopée du dieu Râma, *Le Rāmāyana de Vālmiki*, sous la direction de Madeleine Biardeau et de Marie-Claude Porcher.

² Nous traduisons par «confessionnel» le mot anglais «communal», qui inclut les aspects religieux, sociaux et culturels d'une société (n.d.t.).